

49474
NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique



La crise du Golfe et l'économie mondiale

Adebayo Adedeji



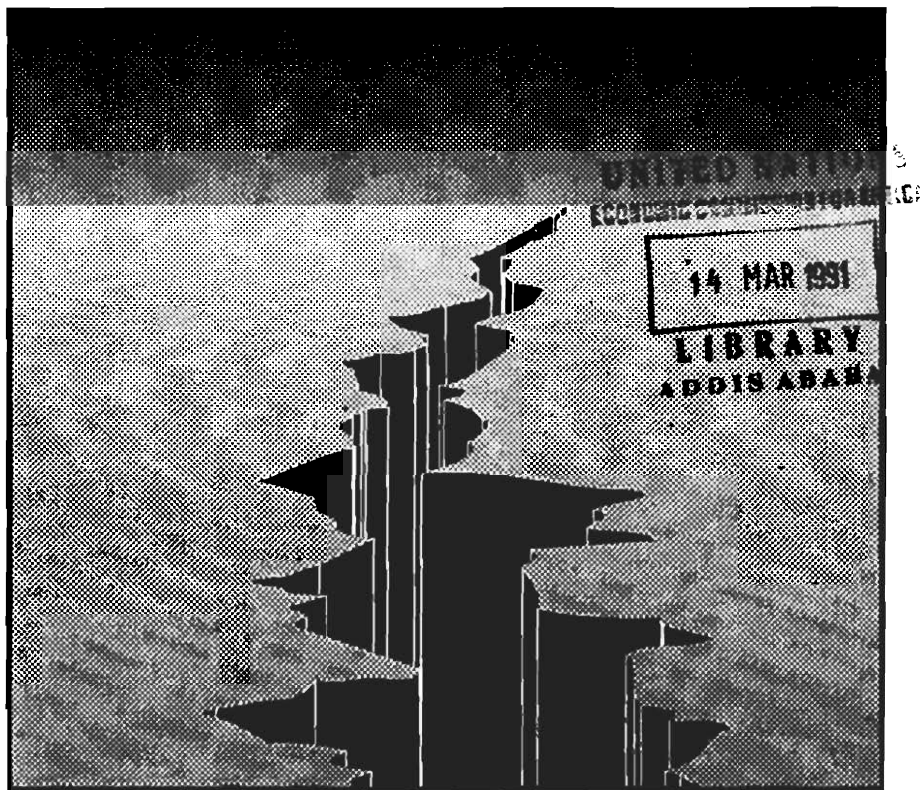
49474

NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique



La crise du Golfe et l'économie mondiale

Adebayo Adedeji



**LA CRISE DU GOLFE
ET L'ECONOMIE MONDIALE**

Texte de la conférence prononcée
par
M. Adebayo Adedeji,
Secrétaire général adjoint des
Nations Unies et
Secrétaire exécutif de la
Commission économique pour l'Afrique

à l'occasion du
deuxième anniversaire de la création
de la Compagnie franco-nigériane
d'assurance, sous les auspices de
la Chambre franco-nigériane de
commerce et d'industrie

14 février 1991, Lagos (Nigéria)

Introduction

Avant de prononcer cette conférence qui entre dans le cadre de la célébration du deuxième anniversaire de la création de la Compagnie d'assurance franco-nigériane, sous les auspices de la Chambre franco-nigériane de commerce et d'industrie, je voudrais exprimer mes sincères remerciements au Président de la Compagnie, M. C.O. Ogunbanjo et aux membres du Conseil d'administration qui m'ont invité à m'adresser à vous aujourd'hui. Si ma mémoire est bonne, ce cycle de conférences annuel a été inauguré l'année passée par M. Antoine Mérieux, Conseiller financier pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest auprès du Gouvernement de la République française. Il avait alors fort judicieusement choisi de parler des Problèmes de la dette en Afrique.

Je dis fort judicieusement parce que, vous ne l'ignorez sans doute pas, je répète depuis un certain temps qu'à moins que l'Afrique soit débarrassée des trois fléaux économiques et financiers que sont l'écrasant fardeau de la dette, l'effondrement des marchés et des cours des produits de base et les flux inverses de ressources, la crise socio-économique qui sévit dans le continent persistera et le niveau de vie de ses populations continuera de baisser. Ces trois facteurs ont contribué dans une très large mesure aux résultats déplorables de l'économie de la plupart de nos pays. Ils constituent les principaux facteurs exogènes auxquels il faut faire face si l'on veut que les économies africaines s'engagent à nouveau dans la voie du redressement et du développement et que les années 90 ne soient pas, comme les années 80, une décennie perdue.

Toutefois, je m'empresse de dire qu'il est aussi des facteurs endogènes non moins importants auxquels il faut s'attaquer d'urgence, dès lors que l'effet qu'ils exercent sur le processus de développement est tout aussi inhibiteur. Ils contribuent autant, sinon plus, à la persistance et à l'omniprésence de la crise socio-économique que les facteurs exogènes. Je veux parler de la mauvaise gestion économique, de l'absence de toute obligation de rendre compte dans le service public, du peu de pouvoir économique et politique dont jouissent les populations, l'injustice sociale et économique, de la marginalisation des populations dans la vie politique et le processus de développement qui font que l'absence de démocratie est un phénomène quasi général. A moins de remédier d'urgence aux problèmes dûs à des causes extérieures, la solution de ceux qui ont une origine interne ne suffira pas à assurer le redressement et un processus

de développement et de transformation durable. De même, toute tentative pour surmonter les problèmes endogènes, qui ne serait pas complétée par des efforts créatifs et audacieux pour régler les problèmes de la dette, des produits de base et des flux de ressources, est vouée à l'échec, du moins dans le court et le moyen terme. Il est donc nécessaire d'agir simultanément sur les fronts intérieur et extérieur.

Comme dit le proverbe, un malheur n'arrive jamais seul. En sus de tous ses problèmes l'Afrique doit à présent faire face aux conséquences socio-économiques de la crise du Golfe qui a atteint son paroxysme avec le déclenchement de la guerre aux conséquences incalculables qui fait rage actuellement dans la région. La crise et la guerre ont eu et continuent d'avoir un effet déstabilisateur sur des économies africaines malades et fragiles. Mais, par-dessus tout, la crise se fait sentir dans le monde entier. Il n'est pas un seul endroit de la terre qui n'ait été touché ou qui ne le sera pas dans les mois et les années à venir. Les retombées persisteront probablement pendant une bonne période après la fin des hostilités.

L'humanité et l'économie mondiale se seraient bien passées de La crise et de la guerre du Golfe et ce pour quatre principales raisons. Benjamin Franklin a dit un jour qu'il n'existait pas de bonne guerre, un sentiment dont le Pape Jean-Paul s'est fait l'écho lorsqu'il a déclaré que la guerre ne pouvait résoudre aucun problème. Des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées tués, mutilés ou rendus fous par l'horreur, des biens détruits, un environnement détérioré, avec l'accélération inévitable du processus de désertification que cela implique, voilà à quoi aboutissent toutes les guerres. Si nous sommes tous d'accord pour dire qu'il n'existe pas de bonne guerre, nombreux sont ceux qui parmi nous soutiendront que parfois une mauvaise paix peut être pire que la guerre. Néanmoins, il est malheureux voire triste et tragique que même en cette dernière décennie d'un siècle saturé de guerres, nous ne sommes pas épargnés.

La guerre du Golfe est fâcheuse pour une deuxième raison. Jusqu'à l'annexion du Koweït par l'Iraq le 2 août 1990, le monde était bercé par l'illusion que toutes les menaces de guerre s'étaient enfin estompées, que nous entrions dans une ère de paix et que l'on s'apprêtait à récolter les dividendes substantiels des économies qui résulteraient du désarmement, de la fermeture des usines d'armes et de leur reconversion, économies qui pourraient servir à rendre notre monde plus humain et plus juste en

aidant le nombre croissant de personnes appauvries vivant dans les pays industrialisés riches, et les régions pauvres du monde, dont les pays africains les plus démunis. Le climat était à l'euphorie et on pensait que l'unification des deux Allemagnes, le développement de la coopération entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest et les allusions de plus en plus fréquentes à une maison européenne commune mettaient enfin un terme à la seconde guerre mondiale et marquaient le commencement d'une ère nouvelle. Mais notre optimisme fut bien éphémère! Nous avons très vite du déchanter en voyant des hommes retourner au champ de bataille alors que la guerre froide venait à peine de se terminer. Au lieu de n'être plus qu'un anachronisme honteux, la guerre est de nouveau une amère réalité.

Rétrospectivement, notre optimisme était, comme à l'accoutumée, le produit de notre euro-centrisme. Le monde dans lequel nous vivons est fortement dominé par les événements qui se produisent en Europe ou en Amérique du Nord. Ces événements prennent très souvent une dimension planétaire alors que ceux qui ont lieu dans d'autres régions sont considérés secondaires, sans intérêt ou les deux à la fois. C'est là la seule explication rationnelle à cette euphorie de la paix universelle qui a très vite fait place aux affres d'une nouvelle guerre. Lorsque les événements prodigieux qu'a connus l'Europe de l'Est, y compris la destruction du mur de Berlin à la fin de 1988 et au début de 1989, ont eu lieu, ils ont été salués comme un tournant extraordinaire non seulement pour l'Europe mais pour le monde entier. Nous avons oublié les autres régions problématiques du monde dont les difficultés étaient, à l'instar de la division de l'Europe en Est et Ouest et de l'Allemagne, des séquelles de la Seconde guerre mondiale.

La situation au Moyen-Orient a très vite été jugée secondaire. Pourtant personne ne peut nier aujourd'hui que, par-delà la cause immédiate de la guerre du Golfe, (à savoir l'annexion du Koweït), l'opération "Tempête du désert" est la conséquence de problèmes qui remontent à la seconde guerre mondiale et, d'aucun pourraient même dire à la chute de l'Empire ottoman. La guerre est un acte politique - c'est l'irruption de la violence dans un processus politique. Alors que le conflit du Golfe se déroule devant nos yeux, nous apprenons à nos dépens à vivre avec la pensée que l'avenir du Moyen-Orient et le cours de la vie de ses peuples sont déterminés en ce moment même par l'action des troupes irakiennes et des forces de la coalition. Tout comme la seconde guerre mondiale, qui a dominé toute la jeunesse d'une génération, la guerre du

Golfe pourrait avoir un impact décisif sur une nouvelle génération non seulement au Moyen Orient mais dans le monde entier.

La quatrième raison pour laquelle la crise du Golfe est malencontreuse tient au fait qu'elle se déroule au moment où une récession économique est en gestation. Le monde se dirigeant déjà vers la récession, les perturbations économiques causées par la guerre sont mauvaises pour tous. L'OCDE avait exprimé dans le numéro de sa publication Perspectives économiques paru à la mi-1990, l'espoir que le monde pourrait éviter une récession en 1991 grâce surtout à une croissance vigoureuse continue au Japon et en Allemagne. Mais l'économie européenne a pris froid en août lorsque les prix du pétrole ont flambé à la suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Les économistes européens sont à présent d'avis que si la guerre ne se termine pas rapidement, le ralentissement de l'activité économique en Europe risque de s'accroître. Si le conflit venait à se prolonger, même la croissance économique vigoureuse qu'enregistre actuellement l'économie allemande ne suffirait pas, selon les économistes, à sauver l'Europe de la récession.

Aux Etats Unis, l'activité économique était en baisse dans la plupart des régions du pays durant les semaines qui avaient précédé le déclenchement de la guerre du Golfe. La diminution des taux d'intérêt n'a guère contribué à freiner ce processus. Selon une étude de la Federal Reserve des Etats Unis publiée le 23 janvier 1991, "en dépit de l'accroissement continu des exportations et des commandes industrielles, il y a eu un fléchissement de l'emploi et du volume des exportations, et l'activité du secteur du bâtiment continue de se ralentir"¹. Une double récession en Amérique du Nord et en Europe déboucherait, à coup sûr, sur une régression générale de l'économie mondiale.

Genèse de la crise et réaction internationale

Bien que la guerre, avec toutes les horreurs et les destructions qui l'accompagnent, continue de faire rage, que nous soyons passés de l'opération "Bouclier du désert" à l'opération "Tempête du désert", que la fin des hostilités ne soit pas encore en vue, nous devons commencer à analyser les incidences socio-économiques du conflit sur le monde en

¹ New York Times, 24 janvier 1991, pages D1 et 16.

général et en particulier sur l'Afrique . Il faudra d'abord examiner l'impact sur l'économie internationale, y compris l'économie africaine, durant la période de la crise, c'est-à-dire entre le 2 août 1990 et le 15 janvier 1991. En d'autres termes, depuis l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Iraq jusqu'au déclenchement de la guerre, à l'expiration de l'ultimatum du 15 janvier 1991 imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU pour assurer le retrait de l'Iraq du territoire koweïtien. Dans un deuxième temps, nous analyserons les incidences économiques et financières de la guerre qui commencent à se dessiner alors que les hostilités continuent de faire rage. Enfin, nous examinerons les changements qui pourraient intervenir dans l'économie internationale durant la période qui suivra la guerre. Dans le cadre de toutes ces analyses, force est de mesurer pleinement l'impact politique du conflit qui, inévitablement, influera décisivement sur l'orientation de l'économie mondiale. Mais nous devons commencer notre analyse en donnant, en guise de toile de fond, un bref aperçu de la genèse de la crise, de la réaction du monde à celle-ci et des causes sous-jacentes de l'échec de la diplomatie et du dialogue, qui a rendu la guerre inévitable.

Ce faisant, nous devons, bien entendu, garder à l'esprit que nous avons affaire à une situation complexe et mouvante pleine d'incertitudes, de risques et de dangers. La résultante des forces qui ont été lâchées est imprévisible. Seul un prophète peut dire jusqu'où elles iront, et heureusement ou malheureusement nous n'avons pas le don de prophétie. La seule chose qui est sûre c'est qu'après la guerre du Golfe rien ne sera plus comme avant.

Je commencerai par la genèse de la crise et la réaction qu'elle a suscitée à l'échelle internationale. J'ai fait observer plus haut que nous devons placer le conflit dans son juste contexte historique si nous voulions trouver des solutions satisfaisantes et réalistes à ses causes lointaines. L'annexion du Koweït par l'Iraq n'est que la dernière manifestation malencontreuse d'un problème beaucoup plus fondamental et profond qui trouve son origine dans l'effondrement de l'Empire ottoman. C'est aussi un héritage de la seconde guerre mondiale. Nous devons comprendre cette page de l'histoire si nous voulons apporter une solution durable à la crise sans laquelle l'instabilité politique et économique qui s'est installée au Moyen-Orient persistera et s'intensifiera .

La lutte pour l'hégémonie politique et économique en Inde qui a opposé la Grande-Bretagne à la France et à l'Allemagne au dix-neuvième siècle a amené les Britanniques à la conclusion qu'il fallait absolument contrôler la route de l'Inde. La Grande-Bretagne fit donc en sorte que le plus grand nombre possible de relais situés dans le monde arabe soit entre les mains de gouvernants locaux bien disposés à son égard, placés bien sûr sous la surveillance d'un mentor du Gouvernement impérial de Whitehall. Cette politique déboucha sur l'établissement d'un protectorat britannique de facto si ce n'est pas de jure à Aden, en Oman, au Koweït et dans plusieurs autres micro-Etats du Golfe. Et lorsque l'Empereur d'Allemagne envisagea dans les premières années du vingtième-siècle de relier son pays à l'Inde par la voie ferrée, les Britanniques firent échouer la tentative. Tirant parti du démembrement de l'Empire ottoman en 1919, ils proclamèrent un gouvernant local acquis à leur cause roi d'un nouveau pays, l'Iraq. Installée en 1921, la monarchie hachémite a été renversée en 1958.

Confrontée à une agitation incessante, la Grande-Bretagne a dû mettre fin à sa présence dans le pays en 1932, date à laquelle l'Iraq devint le premier Etat arabe à adhérer à la Société des Nations. En 1961, le Koweït rompit ses liens officiels avec la Grande-Bretagne et proclama son indépendance. Mais six jours après, on annonçait l'entrée des troupes irakiennes dans le pays pour l'occuper. Cette première tentative d'annexion du Koweït par l'Iraq a été mise en échec par la Grande-Bretagne. Les troupes britanniques qui avaient été dépêchées dans le pays pour contrecarrer l'invasion furent par la suite retirées du Koweït, lorsque les Etats arabes s'engagèrent à garantir son indépendance. Heureusement, l'Iraq accepta en 1963 l'adhésion du Koweït à la Ligue des Etats arabes.

Jusqu'à l'invasion du Koweït en août 1990, les Etats arabes s'étaient dans le pire des cas conformés à la règle vitale consistant à accepter mutuellement leur existence indépendante, ce faisant, ils avaient admis la réalité de "la mosaïque d'Etats formés à partir des lambeaux de l'Empire ottoman".² Malheureusement avec l'annexion du Koweït la règle était violée. Certes, les relations entre les régimes du Moyen Orient ont toujours été tendues et leurs frontières fragiles, mais l'annexion d'un Etat

2/ The Economist, 19-25 janvier 1991, vol. 318, N°7690, p. 14.

par un autre non seulement augmente les risques de désintégration mais va à l'encontre de la Charte des Nations Unies qui, entre autres, garantit l'indépendance politique de tous les Etats Membres.

Du fait du refus de l'annexion d'un Etat Membre, quel qu'il soit, par un autre, la réaction de la communauté internationale a été rapide, vigoureuse et ferme. La cause immédiate de l'annexion remonte au 18 juillet 1990, lorsque l'Iraq a accusé le Koweït de voler son pétrole. Une semaine plus tard, il envoya ses troupes aux frontières entre les deux pays, et le 2 août, il procéda à l'invasion.

La réaction du Conseil de sécurité de l'ONU fut instantanée. Le jour même de l'invasion, il adopta une résolution (la résolution 660) condamnant cet acte et exigea le retrait immédiat et inconditionnel et l'ouverture de négociations sérieuses pour le règlement du différend entre les deux pays. Le 6 août, le Conseil adopta sa deuxième résolution (la résolution 661) par laquelle, après avoir constaté que l'Iraq ne s'était pas conformé à sa précédente résolution, il a imposé des sanctions de vaste portée. Plutôt que de se conformer à une de ses résolutions ou aux deux, l'Iraq a d'une façon méprisante annexé le Koweït le 8 août, aggravant ainsi la crise. Le Conseil de sécurité a réagi en adoptant une autre résolution (la résolution 662), dans laquelle il a déclaré que l'annexion du Koweït par l'Iraq n'avait aucune validité juridique et appelé la communauté internationale à reconnaître ce fait. Le 10 août, par 12 voix contre 8, les Etats arabes ont condamné l'invasion.

Entre-temps, les troupes américaines avaient commencé à affluer vers l'Arabie saoudite. Leur tâche, selon le Président Bush, était de défendre ce pays, encore que par la suite elle fût élargie de façon à ce qu'elle englobe l'expulsion des forces irakiennes du Koweït. Le sommet arabe avait quant à lui décidé d'envoyer une force panarabe pour assurer la défense de l'Arabie saoudite. A mesure que les jours passaient, la crise s'exacerbait. A la fin de l'année, 12 résolutions du Conseil de sécurité avaient été adoptées, avec comme point culminant la résolution 678 du 29 novembre qui donnait à l'Iraq jusqu'au 15 janvier 1991 pour se retirer du Koweït. L'adoption de cette résolution rapprocha inexorablement le monde de la guerre. Celle-ci n'aurait pu être évitée que si le dialogue et la diplomatie avaient prévalu et triomphé durant les 47 jours qui avaient précédé l'ultimatum.

De la crise à la guerre

En décembre 1989 et en janvier 1990, le monde baignait dans l'euphorie; des changements fondamentaux étaient en cours en Union soviétique et en Europe de l'Est; la guerre froide avait fait place à une coopération croissante entre l'Ouest et l'Est; la réduction des armements par les deux superpuissances progressait lentement mais sûrement. On aurait dit qu'un nouvel ordre politique mondial, dans lequel la guerre allait devenir un anachronisme, était en gestation. Une année plus tard exactement (en décembre 1990 et janvier 1991), on ne parlait plus que de guerre et dès le 17 janvier le monde y était effectivement plongé.

La paix - la paix totale - était de nouveau dans la pénombre. Une fois de plus les espoirs de millions d'êtres humains à travers le monde, qui aspiraient depuis longtemps à une paix véritable et à l'avènement d'un nouvel ordre politique mondial, étaient déçus. Entre le 2 août 1990 et le 17 janvier 1991, le monde s'achemina inexorablement vers la guerre. Comme en 1939, la diplomatie a été tout à fait incapable de régler la crise. Au lieu de dialoguer, on échangeait les accusations et les contre-accusations. La politique du bord du gouffre avait pris le pas sur la conciliation. En conséquence, la guerre, plutôt que les négociations et la diplomatie, était devenue la seule option, les sanctions maintenant la pression nécessaire.

Comme c'est toujours le cas lorsque les gouvernements et ceux qui sont à leur tête invoquent les grands principes, le compromis devient impossible. Un des principes invoqué avec force par le Conseil de sécurité est que les agresseurs ne sauraient être récompensés, que le droit international est sacré et, qu'au moment où un nouvel ordre mondial point à l'horizon, les Nations Unies ne devraient pas - surtout que l'intransigeance qui caractérisait traditionnellement les relations Est-Ouest et la rhétorique anti-occidentale du tiers monde n'étaient plus de mise - manquer cette occasion historique d'agir comme elles sont censées le faire en contrecarrant l'agression. Pour reprendre les propos du Secrétaire d'Etat, James Baker, "Nous vivons dans un de ces rares moments de mutation de l'histoire, une ère pleine de promesses". Dans ces circonstances, l'agression ne doit pas rester impunie.

Au vu des grands principes invoqués, les sanctions étaient manifestement considérées comme un moyen pas assez musclé, lent et

inefficace. Mais on doit se poser une question qui sera certainement posée maintes et maintes fois lorsque l'histoire de la crise du Golfe sera écrite - Les sanctions auraient-elles produit l'effet escompté? Auraient-elles pu nous épargner les affres de la guerre du Golfe?

Cette question n'aura peut-être jamais de réponse définitive, tout au moins pas pour l'instant, mais un article publié par Gary G. Hufbauer et Kimberly A. Elliot dans le New York Times du 14 janvier 1991 fournit quelques indices ainsi que l'ébauche d'une réponse. Dans le premier paragraphe de l'article on peut lire ce qui suit :

"Les partisans d'une solution militaire de la crise koweïtienne répètent que rien ne prouve que les sanctions réussiront. Seule la guerre, disent-ils, peut garantir que l'Iraq se retirera du Koweït et rapidement. Pourtant de nombreuses preuves montrent que les sanctions peuvent produire les résultats escomptés - malgré ce qui est affirmé dans un récent rapport de la CIA - et cela, de multiples faits l'attestent, en l'espace de 12 mois"³.

Les auteurs qui sont des spécialistes des sanctions économiques, et qui, avec Jeffrey J. Schott, ont écrit un livre intitulé "Economic Sanctions Reconsidered" ont testé leur conclusion quant à l'efficacité des sanctions imposées à l'Iraq à l'aide d'un modèle informatique permettant d'analyser les facteurs qui contribuent au succès de telles mesures. Ces facteurs sont, entre autres, la diminution du volume des échanges et de la production de l'économie. Les auteurs se sont servis de ce modèle pour évaluer les chances de succès des sanctions. Selon eux :

"Comme le coût estimatif payé par l'Iraq - 48% du produit national brut - est jusqu'à présent plus élevé que dans d'autres cas, les résultats préliminaires indiquent que les chances de succès sont de près de 100%. Même lorsque le modèle est ajusté pour tenir compte du contrôle tyrannique exercé par M. Hussein et le coût estimatif est réduit, disons de moitié, ce qui donnerait un chiffre équivalent à 24% du PNB, les

3/ Gary C. Hufbauer & Kimberly A. Elliot "Sanctions Will Bite - and Soon", New York Times, 14 janvier 1991.

chances de réussite demeurent supérieures à 85%. ... Ces faits montrent que les sanctions commenceront à faire leur effet vers le printemps ou le début de l'été, et il est fort probable que l'Iraq soit obligé de se retirer du Koweït dès l'automne¹⁴.

Comme l'ont judicieusement fait observer Hufbauer et Elliot, la guerre peut certes régler la crise plus rapidement que les sanctions, mais ses retombées sont imprévisibles. Aussi faut-il peser d'un côté ce qu'il y a d'impondérable dans les sanctions et le coût de l'attente et de l'autre les aléas de la guerre, y compris les pertes humaines et matérielles potentielles.

Il convient aussi de mentionner les principes politiques et moraux qui ont rendu, du point de vue de Saddam Hussein, la guerre inévitable. L'objectif explicite de l'idéologie baathiste (celle du parti au pouvoir en Iraq) qui constitue le fondement du régime iraquien est d'éliminer des frontières "artificielles" et d'unir le Moyen-Orient. En s'attaquant à ces frontières, Saddam Hussein a réactivé la dynamique d'un nationalisme arabe séculaire qui a pour objectif central l'unité politique du monde arabe.

Un des traits distinctifs du Moyen-Orient - arabe et non arabe - est la tendance à considérer les frontières comme superflues. Les nationalistes arabes affirment que les frontières de la région ont été créées artificiellement et sont donc temporaires. Cela est vrai dans une large mesure. Ni les frontières du Koweït, ni celles de l'Iraq d'ailleurs, ne sont naturelles. Elles ont été établies en vertu de décisions administratives par la puissance coloniale, en l'occurrence les Britanniques. Toutefois, cette situation n'est pas unique ou spécifique au Moyen-Orient. La plupart des frontières séparant les pays européens et africains sont aussi arbitraires et récentes. Ce qui distingue le Moyen-Orient ce n'est pas le caractère arbitraire des frontières mais la remise en cause de la délimitation des territoires des Etats.

Comme l'a fait observer récemment un auteur : *"Ce qui distingue le Moyen-Orient c'est le refus des Etats d'accepter cette*

4/ Ibid.

délimitation. Nulle part ailleurs l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats n'est aussi fréquente. Elle s'inscrit dans la logique du nationalisme arabe selon laquelle les frontières ne font que diviser une communauté politique qui devrait être unie.¹⁶ Mais cela dit, deux remarques s'imposent. L'argument selon lequel l'annexion du Koweït est une façon de surmonter les divisions héritées du colonialisme ne résiste pas à l'analyse dès lors que l'essentiel du territoire koweïtien n'a jamais fait partie de la Wilaya de Bassora, l'ancienne appellation de l'Iraq. Deuxièmement, si le Koweït est une entité artificielle créée par le colonialisme, l'Iraq l'est aussi.

Les autorités irakiennes ont invoqué deux autres grands principes : la redistribution des richesses pétrolières et la libération de la Palestine. L'appel de Saddam Hussein en faveur d'une répartition plus équitable des revenus pétroliers s'explique d'une part par le souci apparent de remédier à une situation dans laquelle l'essentiel du pétrole arabe est entre les mains de pays faiblement peuplés et d'autre part par l'effondrement de l'économie irakienne par suite de la guerre avec l'Iran. En effet, lors du sommet arabe qui a eu lieu à Bagdad le 28 mai 1990, Saddam Hussein a accusé des pays qu'il n'a pas nommés de surproduire pour faire baisser les prix du pétrole. Deux mois plus tard, le Ministre irakien des affaires étrangères, Tariq Aziz, a allégué que le Koweït avait volé des quantités de pétrole irakien d'une valeur de 2,4 milliards de dollars. L'Iraq a en outre "annulé" une dette de 10 milliards de dollars qu'il avait contractée auprès du Koweït durant la guerre avec l'Iran.

Ultérieurement, le 12 août, élargissant le champ des principes qu'il avait invoqués, Saddam Hussein a subordonné le retrait du Koweït, exigé dans la résolution 660 du Conseil de sécurité, au retrait d'Israël des territoires occupés. Comme chacun le sait, l'occupation de la Rive occidentale et de Gaza par Israël dure depuis 23 ans contre la volonté de leurs habitants et de l'écrasante majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le lien établi entre les deux problèmes apparaissait par conséquent comme une question de principe. Mais, tout en continuant de condamner l'occupation par Israël des territoires occupés, la communauté internationale n'a pas estimé qu'il fallait établir un lien

5/ The Crisis of the Arab World; The false answers of Saddam Hussein.

avec l'annexion du Koweït par l'Irak. Il semblerait plutôt qu'elle considérerait que l'établissement d'un lien était le moyen le plus sûr de rendre les deux problèmes insolubles.⁶

Ainsi, les quatre grandes questions de principe de l'Iraq sont: i) l'unification; ii) la redistribution des richesses provenant du pétrole; iii) la libération de la Palestine; iv) la résistance à l'impérialisme. En ce qui concerne le Conseil de sécurité de l'ONU et les puissances alliées conduites par les Etats-Unis, les grandes questions de principe sont : i) la primauté du droit; ii) la lutte contre l'agression; iii) le renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en tant que garant de la paix dans le monde; iv) le pétrole.

Le pétrole a, d'une manière générale, constitué une cause plus implicite qu'explicite. Les dirigeants occidentaux se sont abstenus de soulever la question directement. Cependant, nul doute qu'il constitue une question grave. Comme l'a dit Robert Samuelson dans un article paru dans NewsWeek le 21 janvier 1991, *"Nous n'avons pas envoyé près de 400 000 Américains dans le Golfe persique pour défendre un baril de pétrole brut à 18 dollars. Ils y sont pour empêcher Saddam Hussein de contrôler deux tiers des réserves mondiales de pétrole et d'utiliser ce pouvoir pour faire du chantage au monde industriel... Nous ne faisons que garantir l'accès au pétrole dont dépend le monde".*⁷

L'Economist le dit de manière encore plus directe dans l'un de ses éditoriaux du 12 janvier 1991 lorsqu'il affirme que :

"Depuis que l'Iraq a envahi le Koweït, des gens bien intentionnés ont eu des scrupules à l'idée de livrer bataille simplement à cause du pétrole. Ils devraient réfléchir sur le "simplement".

6/ The Economist, Vol. 318, No. 7689, 12 janvier 1991; p. 12

7/ Robert J. Samuelson, "The Grounds for War" NewsWeek, 21 janvier 1991, p. 43.

"Le pétrole n'est pas n'importe quel produit de base; c'est le combustible sur lequel les espoirs de croissance et de prospérité de presque tous les pays reposent et continueront de reposer jusqu'à ce qu'ils acquièrent l'énergie nucléaire ou quelque autre technologie non encore inventée. La guerre n'est pas menée au profit des compagnies pétrolières ni pour que le pétrole demeure "bon marché" - il n'y a pas eu de guerre après les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 - mais pour tenir un maître-chanteur impitoyable à l'écart des voies d'alimentation de l'économie mondiale. Avec le Koweït, M. Hussein contrôle déjà 19% des réserves mondiales de pétrole; avec l'Arabie saoudite, il en contrôlerait 44%. M. Hussein affirme ouvertement qu'il lui faut contrôler le Koweït afin de contrôler les cours du pétrole, afin de financer sa machine de guerre, afin de ...C'est une position impossible que le monde ne peut accepter, et il n'y a pas de honte à reconnaître les intérêts propres vitaux en jeu. Il serait plutôt honteux de le cacher"⁸.

Les effets immédiats de la crise sur l'économie internationale

Il ressort de l'examen et de l'analyse que nous avons faits à ce jour que la crise du Golfe est à la fois locale, régionale et mondiale. Dès le début, elle a captivé l'attention du monde comme ne l'a fait aucune autre crise et depuis le déclenchement de la guerre le 17 janvier, chacun y a été associé. L'humanité dans son ensemble n'a autant été impliquée dans aucune autre guerre depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale.

Il n'est donc pas étonnant que la crise ait eu une incidence sur l'économie mondiale dès le premier jour. Au cours des cinq premiers mois et demi, ses effets ont été particulièrement graves sur le marché du pétrole, le commerce mondial, les cours des produits de base et les perspectives macro-économiques mondiales pour 1991 et au-delà. Examinons-les assez brièvement, une par une.

8/ The Economist, "Don't save this face", Vol.318, No. 7689, 12 janvier 1991 p. 12.

i) L'évolution du marché pétrolier : Avant août 1990, les cours du pétrole connaissaient de grandes fluctuations. Au début de l'année, les cours se situaient à 18,70 dollars mais au 6 juillet, ils étaient tombés à 13,40 dollars. Au moment de l'invasion, le cours du pétrole avoisinait 20 dollars E.U. à la suite d'un accord conclu plus tôt par l'OPEP et visant à faire passer le prix indicatif de 18 à 21 dollars le baril. L'invasion du Koweït et l'application des sanctions conformément à la résolution 661 du Conseil de sécurité ont eu pour conséquence une augmentation de 50% des cours, qui sont passées de 20 à 30 dollars le baril de brut à la mi-septembre, et un doublement des cours qui atteignaient 40 dollars au début d'octobre. Ainsi, du fait de cette escalade des cours, le cours moyen du pétrole était de 24,30 dollars le baril en 1990, soit un tiers de plus que celui de 1989. Pour compenser l'arrêt des approvisionnements en provenance du Koweït et de l'Iraq, de nombreux pays producteurs membres et non membres de l'OPEP ont augmenté leur production de pétrole brut. Les exportateurs y ont gagné, les importateurs y ont perdu. C'était une opération à résultat nul par laquelle un changement de prix de seulement un dollar par baril au cours d'une année entraîne une réaffectation des ressources entre exportateurs et importateurs d'une valeur d'environ 9 milliards de dollars par an.

ii) Le commerce mondial : Avant l'apparition de la crise du Golfe, on s'attendait à une croissance d'environ 6,5% du commerce mondial contre 7% en 1989. Cependant, du fait de la crise, le taux de croissance du commerce mondial en 1990 est maintenant estimé à 5,6% en raison de la baisse de la demande tant dans les pays industrialisés que dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire suite au ralentissement de l'activité économique dû en grande partie à l'incertitude qui planait sur l'issue de la crise et la possibilité qu'elle dégénère en guerre. Etant donné le poids de la dette de certains pays exportateurs de pétrole (Indonésie, Nigéria et Vénézuéla), le coup de pouce donné par les recettes supplémentaires n'a pas suffi à compenser la baisse du commerce mondial.

iii) Les cours des produits de base : Les augmentations des cours du pétrole ont deux types d'effets sur les cours des autres produits de base. Le premier, c'est l'effet direct - ou ce que les économistes appellent l'effet-prix - qui entraîne une augmentation du coût des intrants et est de nature à favoriser une augmentation des cours. Le deuxième, c'est l'effet indirect, ou effet-revenu, qui est de nature à faire baisser les cours. Le dernier, c'est-à-dire l'effet revenu favorisant la baisse des cours, semblait avoir

dominé sur le marché des produits de base pendant la dernière partie de 1990. Ainsi, on estime que l'indice de 33 produits non pétroliers de la Banque mondiale a baissé d'environ 6,5% en termes nominaux, soit d'environ 12% en termes réels l'année dernière.

iv) Perspectives macro-économiques mondiales pour 1991 et au-delà : La crise du Golfe a accentué le marasme économique qui devenait de plus en plus perceptible pendant la première moitié de 1990. Comme déjà indiqué, un ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord et en Europe était largement attendu en 1990. L'avènement de la crise du Golfe a renforcé les signes avant-coureurs et les éléments d'une récession imminente de ces économies. Nul ne doute maintenant que ces économies (et, du fait de leur place prépondérante, toute l'économie mondiale) traversent une récession, même malgré la guerre.

Cependant l'incidence de la crise du Golfe varie d'une région à une autre tout comme elle varie d'un pays à un autre. Sa gravité est particulièrement ressentie dans les pays de première ligne comme la Turquie, la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Egypte.

En Asie et dans la région du Pacifique, outre les effets de la hausse des prix du pétrole, les conséquences immédiates de la crise ont été les suivantes : i) le rapatriement massif des travailleurs asiatiques; ii) la diminution concomitante des envois de fonds; iii) la baisse des exportations et des importations; iv) la réduction de l'aide publique au développement et des flux d'investissements étrangers directs en provenance de l'Iraq et du Koweït et éventuellement d'autres Etats du Golfe.

Selon une étude de la CESAP⁹, il y avait 3 milliards 260 millions de travailleurs immigrés asiatiques au Moyen-Orient en 1988. Le Pakistan, l'Inde et les Philippines venaient en tête avec 850 000, 800 000 et 730 000 respectivement. Venaient ensuite le Bangladesh (250 000), la Thaïlande (230 000), Sri Lanka (180 000) et l'Indonésie (150 000). On comptait 70 000 travailleurs immigrés ressortissants de la République de Corée. A la date de juillet 1990, 538 000 travailleurs de cette population d'immigrés

9/ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) - Economic Impact of the Gulf Crisis on the Developing ESCAP Region: A Preliminary Analysis.

au Moyen-Orient (pratiquement 17 % du nombre total) se trouvaient en Iraq et au Koweït. Les fonds rapatriés vers leurs pays respectifs par ces immigrés travaillant au Moyen-Orient se sont chiffrés approximativement à 8,5 milliards de dollars E.-U. par an. Il n'existe certes pas de données détaillées distinctes sur le volume exact des envois de fonds à partir du Koweït et de l'Iraq, néanmoins, leur montant a été évalué à une moyenne s'établissant entre 1,7 milliard et 2 milliards de dollars par an. Il va sans dire que tous ces fonds seraient perdus pour ces pays asiatiques avec le rapatriement des travailleurs immigrés; par ailleurs, les rapatriements de salaires à partir d'autres pays du Moyen-Orient seraient également considérablement réduits sinon complètement arrêtés.

L'Inde, les Philippines et le Japon sont tributaires de l'Iraq et du Koweït pour 20, 12 et 10 % respectivement de leurs importations de pétrole. En ce qui concerne les exportations, les plus grands exportateurs de l'Asie vers les pays du Golfe sont la République de Corée (2,5 milliards de dollars E.-U.) et la Chine (2,1 milliards de dollars E.-U.) par an. Sur la base du pourcentage des exportations totales en 1988, Sri Lanka vient en tête (17,9 %) suivi par l'Inde (13,8 %) et le Pakistan (11,1 %). S'il est vrai que les exportations du Bangladesh vers le Moyen-Orient se montaient à moins de 5,8 %, il n'en demeure pas moins qu'un tiers (31,73 %) de ces exportations était destiné à l'Iraq et au Koweït. Les exportations de l'Inde et de Sri Lanka également vers le Moyen-Orient étaient également fortement axées sur l'Iraq et le Koweït, représentant 20,5 et 21,8% respectivement. Ainsi, une proportion significative des exportations des pays de l'Asie du Sud est extrêmement vulnérable aux événements du Golfe¹⁰.

Parmi les pays de première ligne, le Soudan est tributaire de l'Iraq et du Koweït pour 68 % de ses importations de pétrole et la Turquie pour 62 %. En 1987, 11,7 % de la valeur totale des exportations de la Turquie venaient de ces deux pays. La Jordanie, Le Liban, la Syrie et le Yemen ensemble effectuent 6,4 % de leur commerce d'exportation avec ces pays également.

En ce qui concerne l'Afrique, j'ai déjà indiqué dans mon Evaluation préliminaire des résultats économiques de l'Afrique en 1990 et

10/ Ibid, paragraphe 18, page 8.

perspectives pour 1991 que les changements profonds opérés par la crise du Golfe dans l'économie mondiale ont eu pour effet de restreindre le niveau de la demande des exportations de l'Afrique et d'accroître le prix de ses importations non pétrolières... ce qui a eu des conséquences néfastes sur la capacité productive et les recettes d'exportation¹¹. Cependant, l'incidence certes généralement défavorable, en particulier en ce qui concerne les pays africains importateurs de pétrole a eu néanmoins quelques effets positifs pour les pays exportateurs de pétrole.

Ces pays africains exportateurs de pétrole ont produit quelque 267 millions de tonnes de pétrole en 1989 dont pratiquement 200 millions ont été exportées. Aux prix du marché libre, les exportations ont été évaluées en gros à 26,5 milliards de dollars E.-U. En 1990, sur la base des résultats du premier semestre et des quotas fixés par l'OPEP, la production pourrait s'établir à 283 millions de tonnes et les exportations à 208 millions de tonnes. Avec un prix estimatif moyen de 24,40 dollars E.-U. le baril, les recettes pourraient se monter à 37,1 milliards de dollars pour l'année, soit 40 % de plus qu'en 1989. Par rapport au PIB de 1989, cela représente un accroissement de 5 %.

Cette aubaine, que personne n'avait prévue, même pas les exportateurs africains de pétrole eux-mêmes dont la plupart avaient fondé leurs projections budgétaires pour 1990 sur des prix du pétrole très faibles se chiffrant à environ 15 dollars E.-U., a ouvert de grandes possibilités. La pression sur la balance des paiements, particulièrement forte dans les pays comme le Nigéria et l'Algérie s'est considérablement relâchée en 1990 tandis que le paiement du service de la dette est devenu beaucoup plus facile. Au lieu de réduire les importations, l'incidence de cette aubaine a été telle que la facture des importations de biens d'équipement et de facteurs intermédiaires qui faisaient cruellement défaut, a été facilement réglée. Cependant, la situation n'était pas uniformément bonne, même pour les pays africains exportateurs de pétrole, et certains d'entre eux risquaient d'avoir en 1990 une balance des paiements plutôt négative que positive.

^{11/} Publiée le 14 janvier 1991 par l'Organisation des Nations Unies, page 8.

Bien que les pays africains importateurs de pétrole soient des consommateurs marginaux de pétrole, leur facture pétrolière n'en est pas moins importante par rapport au volume total de leurs exportations et à leurs ressources financières générales. Avec un à deux barils par habitant par an, leur consommation de pétrole est en effet très faible; cependant le pétrole est d'une importance cruciale pour leurs secteurs des transports et industriel. En 1989, ils ont importé pour une valeur estimative de 7 milliards de dollars d'hydrocarbures, en gros l'équivalent de 1 million de barils par jour. Etant donné la hausse des prix en 1990, leur facture pétrolière totale pourrait se chiffrer à 9,3 milliards de dollars E.-U., soit 32 % de plus et un coût additionnel équivalent à 2 % du PIB.

Parmi les pays les plus gravement touchés figurent sans aucun doute les 29 pays les moins avancés. N'ayant pas de charbon et/ou de gaz à exploiter et avec des potentialités peu développées en matière de production d'énergie hydro-électrique, ces pays sont fortement tributaires du pétrole comme source d'énergie primaire, ce qui implique qu'ils auraient eu à déboursier de plus gros montants de leurs maigres ressources en devises. Une circonstance aggravante est le fait que les 11 PMA africains sans littoral n'ont pas de raffineries et dépendent presque exclusivement de l'importation de produits pétroliers raffinés. En tant qu'économies tributaires de produits de base, les PMA africains devraient connaître une perte considérable de recettes d'exportation à mesure que la crise se transforme en une récession mondiale.

Les PMA africains sont également parmi les pays en développement le groupe de pays qui est le plus tributaire de l'aide. Si une récession mondiale découle de la crise du Golfe, les crédits à l'exportation et d'autres flux d'aide publique au développement ainsi que les investissements étrangers privés directs pourraient être gravement affectés par suite de l'ajustement des ressources consacrées à l'aide par les bailleurs de fonds et de l'attitude d'expectative des investisseurs privés étrangers.

Les pays de l'Afrique du Nord sont particulièrement touchés par la crise du Golfe. Le commerce et le tourisme sont frappés de plein fouet. L'Egypte elle, est touchée aussi par la diminution du trafic dans le canal du Suez et la perte de marchés d'exportations au Koweït et en Iraq. Comme je l'ai indiqué en fin d'année, dans mon évaluation préliminaire des résultats économiques de l'Afrique en 1990, les pertes totales subies par l'Egypte sont estimées à environ 3,6 milliards de dollars alors que ses

recettes pétrolières supplémentaires ne sont que de 1,5 milliard de dollars. Il faut y ajouter aussi 4,7 milliards de dollars, représentant le coût de la réinstallation des 600 000 travailleurs émigrés retournant en Egypte, de ces deux pays¹².

L'évolution de l'incidence économique et financière de la guerre

Voilà pour les effets immédiats de la crise. Du fait que la guerre a commencé, ses conséquences sur l'économie mondiale tout comme les charges financières occasionnées si elle se poursuivait, ont pris de nouvelles dimensions. Comme elle n'est pas encore terminée, il n'est pas possible d'évaluer toutes ses conséquences. Contentons-nous d'examiner l'évolution de la situation. Nous ferons ensuite une analyse prospective de ses conséquences à moyen et à long terme.

Comme The Economist l'a dit récemment "*Seul un esprit faible ne s'alarmerait pas de cette accumulation de possibilités de catastrophe. A part les pertes en vies humaines et les mutilations, la guerre du Golfe pose en fait un risque d'effondrement mondial Les guerres provoquent de fortes poussées inflationnistes lorsqu'elles accroissent constamment la demande de main-d'oeuvre et de biens et la portent à un niveau tel que les économies ne peuvent la satisfaire. La guerre du Golfe se fait avec des soldats et des armes qui existent déjà; selon toute vraisemblance, elle s'arrêtera bien avant que les armées (du côté des alliés au moins) ne commencent à prélever des ressources additionnelles sur leurs économies*"¹³. Comme nous l'avons souvent indiqué, même sans la crise et la guerre du Golfe, cette année n'allait pas être une année facile pour l'économie mondiale. "*Les systèmes financiers, particulièrement en Amérique suffoquent sous le poids de créances irrécouvrables; les banques sont en faillite et l'industrie fait face à un problème de crédits de plus en plus*

12/ Adebayo Adedeji, Evaluation préliminaire des résultats économiques de l'Afrique en 1990 et perspectives pour 1991.

13/ The Economist "The Economic Pull", pp 15-16, Vol. 318, N° 7690, janvier 1991.

difficiles. Les négociations de l'Uruguay sur les réformes du commerce sont suspendues et les gouvernements semblent plus disposés que jamais à appliquer le protectionnisme. La réforme politique et économique en Union soviétique s'évanouit sous les roues de chars qui avancent. Les réformes ailleurs en Europe de l'Est et dans une bonne partie de l'Amérique latine demeurent vulnérables aux chocs de l'extérieur. Maintenant deux armées énormes se livrent à une guerre de destruction dans un des centres nerveux économiques du monde¹⁴.

Les trois conséquences immédiates de la guerre sont les suivantes : i) le coût énorme et en augmentation rapide de la guerre; ii) la baisse des prix pétroliers et iii) le fléchissement rapide de l'économie mondiale.

Les coûts de la guerre sont déjà énormes et augmentent quotidiennement. Les coûts militaires de l'avant-guerre pour les Etats-Unis sont estimés à 10 milliards de dollars et la guerre elle-même devrait coûter environ 50 milliards de dollars. Le partage du fardeau a toutefois soulagé les Etats-Unis d'une bonne partie des coûts. Dans la période précédant la guerre, les Etats du Golfe ont fourni entre 5 et 6 milliards de dollars, le Japon contribuant 2 milliards de dollars supplémentaires. Depuis le début de la guerre, on estime que les coûts ont atteint aujourd'hui 36 milliards de dollars. Sur ce montant, l'Arabie saoudite et le Koweït ont donné chacun 13,5 milliards de dollars et le Japon s'est engagé à fournir 9 milliards de dollars¹⁵.

Le Royaume-Uni est le deuxième participant important aux opérations militaires. Le budget de la défense 1990/91 du Royaume-Uni a déjà été augmenté de 936 millions de dollars et on s'attend à ce que ce montant atteigne environ 2 milliards de dollars. La Grande-Bretagne qui ne faisait pas de zèle pour appliquer la politique du partage du fardeau en sollicitant l'aide d'autres pays à son effort de guerre, a jusqu'ici reçu ou

14/ Ibid, p. 15.

15/ Les chiffres données sont extraits du Financial Times (Londres) du 29 janvier 1991 - Who is sharing the Gulf burden; p. 16.

s'est vu promettre 590 millions de dollars - 392 millions de l'Arabie saoudite, 50 millions du Japon et 40 millions de l'Allemagne.

Les Etats-Unis ont déjà mis sur pied un Groupe de coordination financière de la crise du Golfe, constitué de 25 pays pour suivre les besoins des Etats de première ligne - Egypte, Turquie et Jordanie. Environ 13,5 milliards de dollars ont été dégagés pour 1990 et 1991 pour ces pays mais essentiellement pour l'Egypte et la Turquie puisque l'Arabie saoudite et d'autres Etats du Golfe ont montré peu d'empressement à apporter un soutien à la Jordanie en raison de ce qu'on considère comme son attitude pro-irakienne dans la crise.

Ainsi, bien que les Etats-Unis soient le chef de file de la coalition internationale, ils ont réduit leur fardeau direct de financement de la guerre en arguant du fait qu'ils agissaient au nom de la communauté internationale. C'est l'inverse de ce que les Etats-Unis ont fait pendant les guerres passées lorsque non seulement ils finançaient leur propre contribution mais soutenaient les efforts des proches alliés. Mais évidemment les Etats-Unis sont maintenant plus faibles financièrement. Ils ont un problème budgétaire chronique. Si ce pays devait financer la guerre entièrement sur ses propres ressources, il aurait mis son économie à très rude épreuve et aggravé le déficit budgétaire.

Depuis que la guerre a commencé, l'escalade des prix pétroliers s'est inversée. Les prix pétroliers continuent de chuter depuis le début de l'année. En dépit du fait que les approvisionnements soient plus que suffisants pour satisfaire la demande, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a décidé de libérer 2,5 millions de barils de pétrole par jour des stocks stratégiques. Et l'on comprend que les membres de l'OPEP estiment qu'ils sont mal récompensés d'avoir garanti des approvisionnements de pétrole suffisants à l'Occident afin de compenser les livraisons de brut de l'Iraq et du Koweït. Ils craignent que le pétrole ne soit stocké par les pays industrialisés qui ont déjà des stocks pour neuf ans et que ceux-ci inondent le marché après la guerre, faisant encore chuter les prix. Si l'AIE poursuit cette politique pendant encore quelque temps et si les pays producteurs de l'OPEP continuent de pomper davantage de pétrole, il pourrait y avoir une saturation du marché pétrolier au cours du deuxième semestre de l'année et le prix du baril pourrait descendre jusqu'à 10 ou 15 dollars.

S'il y a une escalade des coûts financiers de la guerre, un effondrement des prix pétroliers et que la guerre dure plus que prévu, la récession actuelle sera plus profonde, les niveaux de vie baisseront dans la plupart des pays, le chômage augmentera et les finances publiques seront ruinées. En fait, il y a un scénario de catastrophe selon lequel une des conséquences de la guerre pourrait être une dépression mondiale très grave.

Dans de telles circonstances, on frémit quant on pense aux conséquences sur les pays en développement en général et sur les pays africains subsahariens en particulier. L'effondrement des marchés de produits de base sera plus prononcé, les recettes d'exportation ne seront qu'une fraction de leur niveau de 1990 et les coûts sociaux seront insupportables. On dit que lorsque deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui est piétinée. Même lorsqu'il s'agit d'ébats amoureux, c'est encore l'herbe qui en pâtit. Les pays africains, en particulier les pays les moins avancés, ont donc devant eux des jours et des mois difficiles. D'autant plus difficiles qu'aucun programme d'assistance spéciale n'a été prévu par les bailleurs de fonds en faveur d'économies africaines fragiles et minées par la crise.

Le monde après la guerre du Golfe

Concluons cette conférence en nous penchant quelques instants sur le monde dans lequel nous vivrons après la guerre du Golfe. Quelle que soit l'issue de la guerre, le monde sera très différent de ce qu'il était avant le 17 janvier 1991. Charles Krauthammer, dans un essai très bien argumenté sur: "How the War Can Change America" (Comment la guerre peut changer l'Amérique), paru dans la revue "Time" du 28 janvier 1991¹⁶ dit ce qui suit: *"La guerre est une entreprise qui présente des surprises et la véritable surprise de celle qui se déroule, c'est qu'il pourrait se révéler qu'elle n'était pas à propos du Koweït, ni de l'Iraq ni même de l'avenir du Moyen-Orient, quand bien même l'issue de la guerre influencerait sur tous ces éléments. Il se pourrait qu'elle se révèle comme une guerre à propos de l'Amérique. Hormis une révolution, rien ne change un pays plus que la guerre.... Une Amérique nouvelle d'après la crise du Golfe*

16/ Time magazine, page 56.

naîtra, avec une image d'elle-même, un sens de l'histoire et même un discours politique transformés Une Amérique après la crise du Golfe pourrait voir ses problèmes économiques sous leur véritable angle : non pas comme une métaphore pour la corruption et le déclin, non pas comme une incrimination de la santé et de la viabilité d'une société, non pas comme une crise d'identité mais simplement comme un problème économique - le produit de politiques erronées et de ressources mal utilisées. Une Amérique, après la crise du Golfe, pourrait même se voir en perspective comme la puissance dominante de la planète, accablée de problèmes mais capable néanmoins, par un prodigieux sursaut de volonté, de changer l'histoire. Evidemment, si la guerre tourne mal, cette nouvelle image de l'Amérique deviendra un mirage du désert. Et une occasion historique pour l'Amérique de se transformer aura été ratée. Même si la guerre se passe bien, l'euphorie de l'après-guerre finira par disparaître. Mais elle laissera quelque chose dans son sillage: une Amérique nouvelle, confiante en elle-même et sûre d'elle-même. Tel était le legs de la dernière bonne guerre, la seconde guerre mondiale, un legs perdu dans les jungles du Vietnam".

Les pronostics de Charles Krauthammer en ce qui concerne les conséquences de la guerre sont axés exclusivement sur les Etats-Unis, - ne portent que sur l'Amérique et cela se comprend. Or, les Etats-Unis sont, comme nous l'avons déjà indiqué, le chef de file des forces coalisées, outre qu'ils sont la nation dominante dans l'ordre politique, militaire et économique mondial. Le rôle de leader des Etats-Unis pendant l'ère qui suivra la crise du Golfe sera particulièrement crucial.

Il y a aussi une perspective centrée sur les Arabes en ce qui concerne le Moyen-Orient après la guerre du Golfe. Pour le monde arabe, la crise marque un tournant décisif, quelle que soit l'issue. Les Etats arabes ont été profondément divisés par le passé; après la révolution de 1962 au Yémen, et après la visite de Sadate en Israël en 1977. Mais la scission actuelle semble être plus profonde que toutes les autres. L'attaque irakienne contre le Koweït suivie de l'annexion de ce pays et l'attaque irakienne contre l'Arabie saoudite ne seront pas oubliées aussitôt après la guerre. La désunion des Arabes demeurera probablement une séquelle du conflit pendant beaucoup d'années. Alors que ce qui est arrivé à l'Iraq démontre clairement que le militarisme ne saurait se substituer à la

modernisation politique, la conséquence la plus durable de la guerre est peut-être le fait qu'il y a eu une participation arabe au châtement organisé d'une nation arabe, surtout lorsque cela semble être une coalition de dirigeants et de régimes, non de peuples. Si la guerre va jusqu'au bout, alors la polarisation entre les gouvernements et leurs peuples pourrait être plus nette. A cet égard, on ne peut qu'abonder dans le sens d'Adrian Hamilton, qui dans son article : "Getting the West out of the Gulf" (Sortir l'Ouest du Golfe) dans l'Observer (de Londres) du 27 janvier 1991 faisait observer que si la guerre devait inaugurer une nouvelle ère plutôt que perpétuer l'ancienne *"le premier principe doit être le retrait de la présence occidentale, le deuxième la volonté d'encourager un changement politique dans la région et le troisième le plus important, c'est que ce doit être une paix qui puisse s'instaurer de son propre gré"*¹⁷.

Si les hostilités ne se prolongent pas, si les Etats-Unis donnent l'impression d'être déterminés et réussissent, si la coalition tient bon et si les images sur les écrans des pays arabes d'une puissance militaire écrasant un pays arabe pouvaient être réduites au minimum, les conséquences de la guerre pourraient être moins horribles. Comme Alfred Leroy Atherton Jr., ancien ambassadeur des Etats-Unis en Egypte et ancien Secrétaire d'Etat adjoint pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud l'a dit à juste titre : *"si la guerre ne se déroulait pas rapidement et selon le scénario prévu, il y a un grand risque qu'un ressentiment arabe profond et le rejet de la domination occidentale, symbolisée aujourd'hui par les Etats-Unis, transforment cette réaction en une tempête de feu qui ferait du succès militaire américain inévitable une victoire à la Pyrrhus."*¹⁸

Ainsi, l'économie mondiale qui naîtra de l'après-guerre du Golfe dépendra notamment de la durée de la guerre, des circonstances dans lesquelles elle finit et de la façon dont sont réglées les questions qui l'ont provoquée. S'il y a une instabilité politique généralisée, l'instabilité sociale et économique s'installera inévitablement. Et compte tenu de l'importance économique stratégique du Golfe, cela se répercutera sur

17/ The Observer (Londres), p. 20.

18/ Herald Tribune, 17 janvier 1991, p. 8.

toute l'économie mondiale en général et sur celle du Tiers monde en particulier.

Les perspectives économiques après la guerre du Golfe ont été assombries davantage par la pire pollution pétrolière que le monde ait jamais vue. Elle s'ajoute aux effets sur l'environnement de la présence de 500 000 soldats dans le désert, ce qui peut entraîner des tempêtes de sable et de poussière plus fréquentes en raison des perturbations à la surface du désert. Les chercheurs prévoient qu'entre un million et deux millions d'oiseaux périront par suite de la pollution pétrolière dans le Golfe. L'un des plus fragiles de tous les écosystèmes marins a été ainsi désorganisé pour des années. Il y a aussi des craintes que les nombreux incendies de puits de pétrole entraînent des températures plus basses et d'autres modifications climatiques. L'hypothèse, c'est que la suie s'élèvera dans la stratosphère et y restera, bloquant certains rayons du soleil et faisant baisser les températures à la surface. Un tel phénomène au Koweït pourrait affecter la saison des cultures dans des pays comme l'Iran, l'Afghanistan et le nord de l'Inde qui se trouvent sur la trajectoire des vents soufflant du Koweït.

Et l'Afrique ? La période après la guerre du Golfe pose au continent de nouveaux défis qui s'ajouteront à ceux qu'il faudra relever pour relancer le processus de développement. Les événements dans le Golfe et leurs répercussions socio-économiques et politiques méritent d'être examinés d'urgence non seulement au niveau économique mais aussi au plan politique. Au niveau économique, il importe de revenir sur la question de l'énergie, qui semble avoir été trop négligée depuis le début des années 80. Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour éliminer cette contrainte constante au développement. Pour cela, il nous faut dépasser les questions traditionnelles de la diversification des ressources énergétiques et concevoir une stratégie énergétique régionale globale dans le cadre d'un plan stratégique global pour la région africaine. Par-dessus tout, l'Afrique doit tirer les enseignements nécessaires de la crise en cours. Elle devrait relever les défis qui découleront du nouvel ordre géopolitique qui s'établira après la guerre du Golfe si elle ne veut pas être marginalisée davantage sur le plan économique et politique.

Ces sombres perspectives soulèvent deux questions : La première, quel type de monde existera en l'an 2000 ? Qu'est-ce que le 21ème siècle héritera de ce 20ème siècle très troublé ? La seconde est celle-ci : Notre

monde pourra-t-il échapper aux dommages mutuels et à l'auto-destruction ? Je vous laisse le soin de répondre à ces deux questions. Mais, en réfléchissant à ces questions, nous devrions peut-être, comme le Prophète Jérémie, demander à notre Dieu et Créateur, pendant cette période de carême qui sera bientôt suivie du mois de Ramadan :

*"Pourquoi nous frappes-tu
Sans qu'il y ait pour nous de guérison ?
Nous espérions la paix et il n'arrive rien d'heureux,
Un temps de guérison et voici la terreur!"¹⁹*

19/ Jérémie 14:19.